

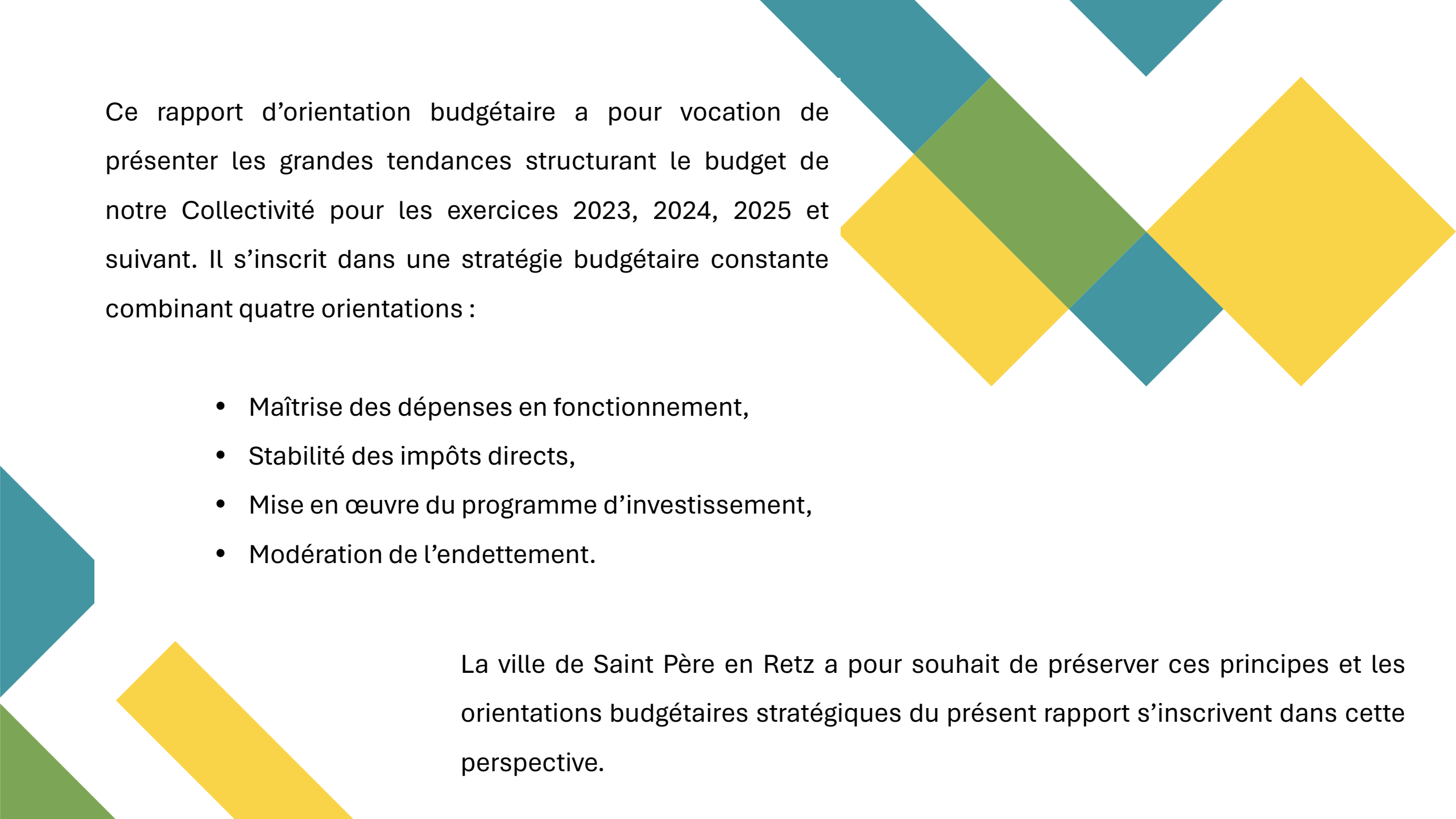


Rapport d'orientation Budgétaire 2024

Commune de Saint Père en Retz
Lundi 29 janvier 2024

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le vote du budget doit être précédé de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire ; l'article L 5217-10-4 du CGCT encadre les modalités de présentation des orientations budgétaires et modifie le délai prévu dans lequel doit se tenir le débat d'orientation budgétaire avant le vote du Budget Primitif qui n'est plus de 2 mois mais de 10 semaines.

Le débat d'orientation budgétaire doit permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent des priorités du budget primitif, voire au-delà pour certains programmes lourds. Il est aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la commune, en tenant compte des projets ainsi que des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur ses capacités de financement,



Ce rapport d'orientation budgétaire a pour vocation de présenter les grandes tendances structurant le budget de notre Collectivité pour les exercices 2023, 2024, 2025 et suivant. Il s'inscrit dans une stratégie budgétaire constante combinant quatre orientations :

- Maîtrise des dépenses en fonctionnement,
- Stabilité des impôts directs,
- Mise en œuvre du programme d'investissement,
- Modération de l'endettement.

La ville de Saint Père en Retz a pour souhait de préserver ces principes et les orientations budgétaires stratégiques du présent rapport s'inscrivent dans cette perspective.

Sommaire

**01. Contexte
économique**

**02. Dépenses et
Recettes de
Fonctionnement**

03. CAF 2023

**04. Programme
Pluriannuel
d'Investissements**





01. Contexte économique



A l'instar des derniers exercices, cette préparation budgétaire 2024 s'inscrit dans un environnement complexe et d'une grande instabilité. Au niveau international tout d'abord, Selon l'OCDE, l'économie mondiale s'est montrée plus résiliente que prévu au premier semestre de 2023, mais les perspectives de croissance restent moroses. En 2024, la croissance mondiale devrait être inférieure à celle observée en 2023, compte tenu de la matérialisation progressive des effets des politiques monétaires et de la reprise plus faible que prévu enregistrée en Chine. L'inflation pourrait de nouveau s'avérer plus persistante qu'anticipé, dans la mesure où les marchés de l'énergie et des produits alimentaires pourraient encore subir des perturbations. La dette publique reste élevée dans de nombreux pays. Au niveau national ensuite, les prévisions macro-économiques du projet de loi de finances (PLF) pour 2024 tablent sur une croissance à + 1,4 %, et un reflux notable de l'inflation qui s'établirait à + 2,6 %.

Aussi, face à des contraintes budgétaires sévères et une inflation croissante, les communes attendent de l'Etat qu'il s'engage à garantir leur marge de manœuvre financière ainsi que le financement des moyens nécessaires pour assurer des services publics de qualité.

01. Contexte économique

Or, l'AMF estime, qu'en matière de fonctionnement, le compte n'y est pas, malgré l'augmentation de plusieurs dotations (titres sécurisés, DGF). Les dotations des collectivités vont continuer à baisser en euros constants, en raison de l'absence d'indexation de la DGF sur l'inflation. La hausse de 1,2 % de la DGF du bloc communal annoncée, soit 220 millions d'euros, ne peut ainsi compenser une inflation prévue par la Banque de France pour 2024 à près de 2,6 %.

L'extinction des dispositifs de soutien à l'inflation des prix de l'énergie, et principalement de l'amortisseur électricité, doit impérativement s'accompagner pour les collectivités qui ont dû renouveler leurs contrats au plus fort de la hausse de la possibilité de réviser annuellement ces contrats.

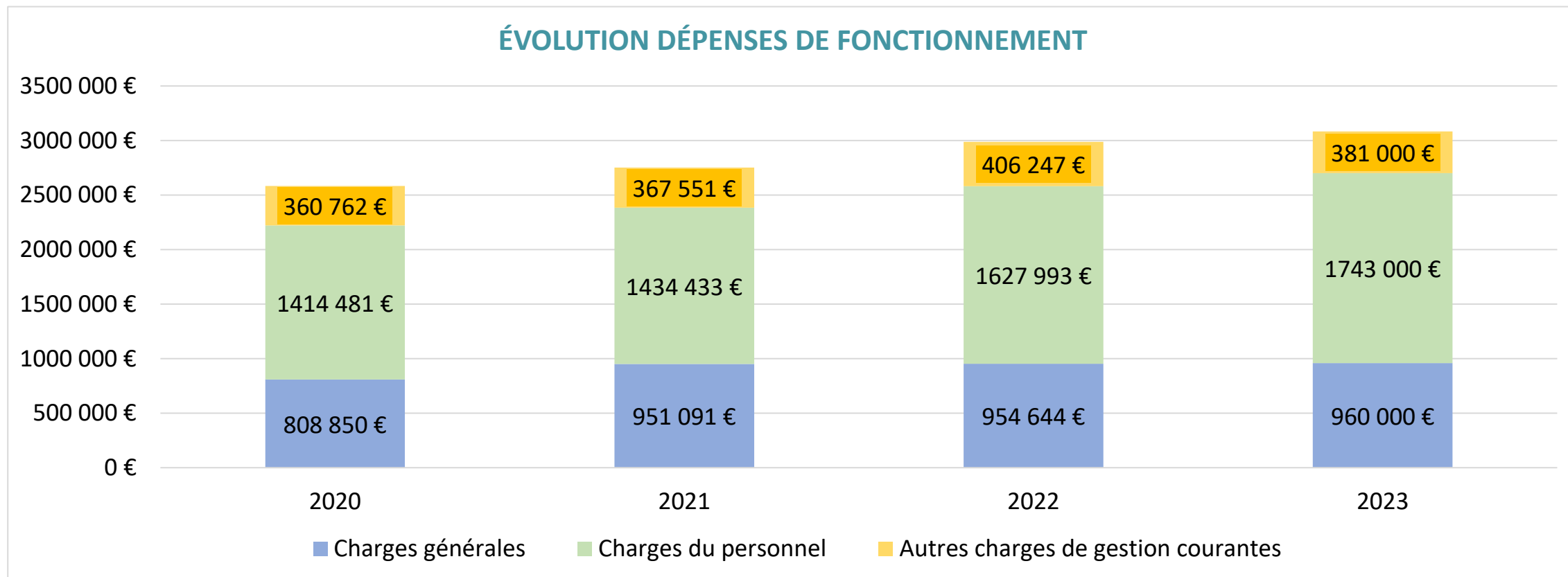
L'AMF a obtenu un certain nombre d'avancées et, en particulier, la réintégration des dépenses d'aménagement dans le FCTVA. De même la dotation titres sécurisés (DTS) atteint 100 millions d'euros, soit une progression de 47,6 millions d'euros par rapport à 2023.



02. Dépenses et Recettes de Fonctionnement

- A) - Structure et évolution des dépenses et recettes de fonctionnement
- B) - Focus sur l'endettement des collectivités
- C) - Focus sur la fiscalité
- D) - Focus sur les dotations

A) - Structure et évolution des dépenses de fonctionnement



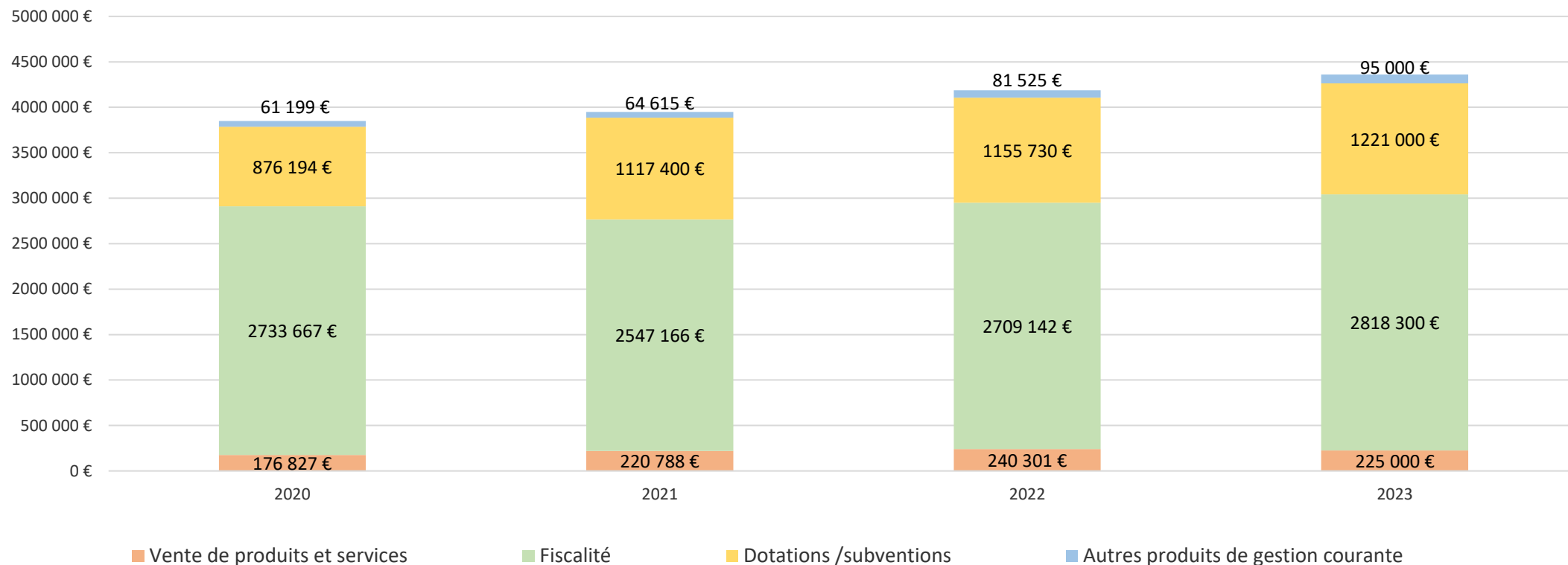
chapitres	ANNEES				
	2020	2021	2022	2023	évolution 2022/2023
Charges générales	808 850 €	951 091 €	954 644 €	960 000 €	1%
Charges du personnel	1 414 481 €	1 434 433 €	1 627 993 €	1 743 000 €	7%
Atténuations de produits	30 127 €	23 277 €	23 154 €	23 000 €	-1%
Autres charges de gestion courantes	360 762 €	367 551 €	406 247 €	381 000 €	-6%
Charges financières	25 658 €	23 272 €	27 063 €	34 035 €	26%
Charges exceptionnelles	343 €	6 264 €	6 072 €	500 €	-92%
total	2 640 221,00 €	2 805 888,00 €	3 045 172,72 €	3 141 535,00 €	3%

REPERES	Année		Montant en €/hab. pour la strate de référence source 2022		
	2022	2023	Département	Région	National
Charges générales	202 €	203 €	258 €	237 €	271 €
Charges du personnel	345 €	365 €	481 €	411 €	488 €
Charges de gestion courante	86 €	80 €	119 €	108 €	106 €
Charges réelles financières	6 €	7 €	12 €	12 €	17 €

Commentaires : Dans l'ensemble les dépenses de Fonctionnement ont été bien contenues, elles connaissent dans un contexte inflationniste une augmentation naturelle ; Outre les charges du personnel dont la progression s'explique par une augmentation du point d'indice et le recrutement de personnel extérieur (intérimaires, agents SSIAPS), les autres chapitres sont stables.

A) - Structure et évolution des recettes de fonctionnement

ÉVOLUTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Chapitres	ANNEES				
	2020	2021	2022	2023	EVOLUTION 2022/2023
Atténuation de charges	20 908 €	14 221 €	69 295 €	45 000 €	-35%
Vente de produits et services	176 827 €	220 788 €	240 301 €	225 000 €	-6%
Fiscalité	2 733 667 €	2 547 166 €	2 709 142 €	2 818 300 €	4%
Dotations /subventions	876 194 €	1 117 400 €	1 155 730 €	1 221 000 €	6%
Autres produits de gestion courante	61 199 €	64 615 €	81 525 €	95 000 €	17%
Produits exceptionnels	44 545 €	21 209 €	46 144 €	33 740 €	-27%
Total	3 913 340 €	3 985 399 €	4 302 136 €	4 438 040 €	3%

REPERES	Année		Montant en €/hab. pour la strate de référence source 2022		
			Département	Région	National
En €/habitants	2022	2023			
Fiscalité	559 €	591 €	675 €	599 €	676 €
Dotations/Subventions	240 €	255 €	276 €	266 €	238 €
Vente produits et produit gestion courante	65 €	67 €	99 €	102 €	113 €

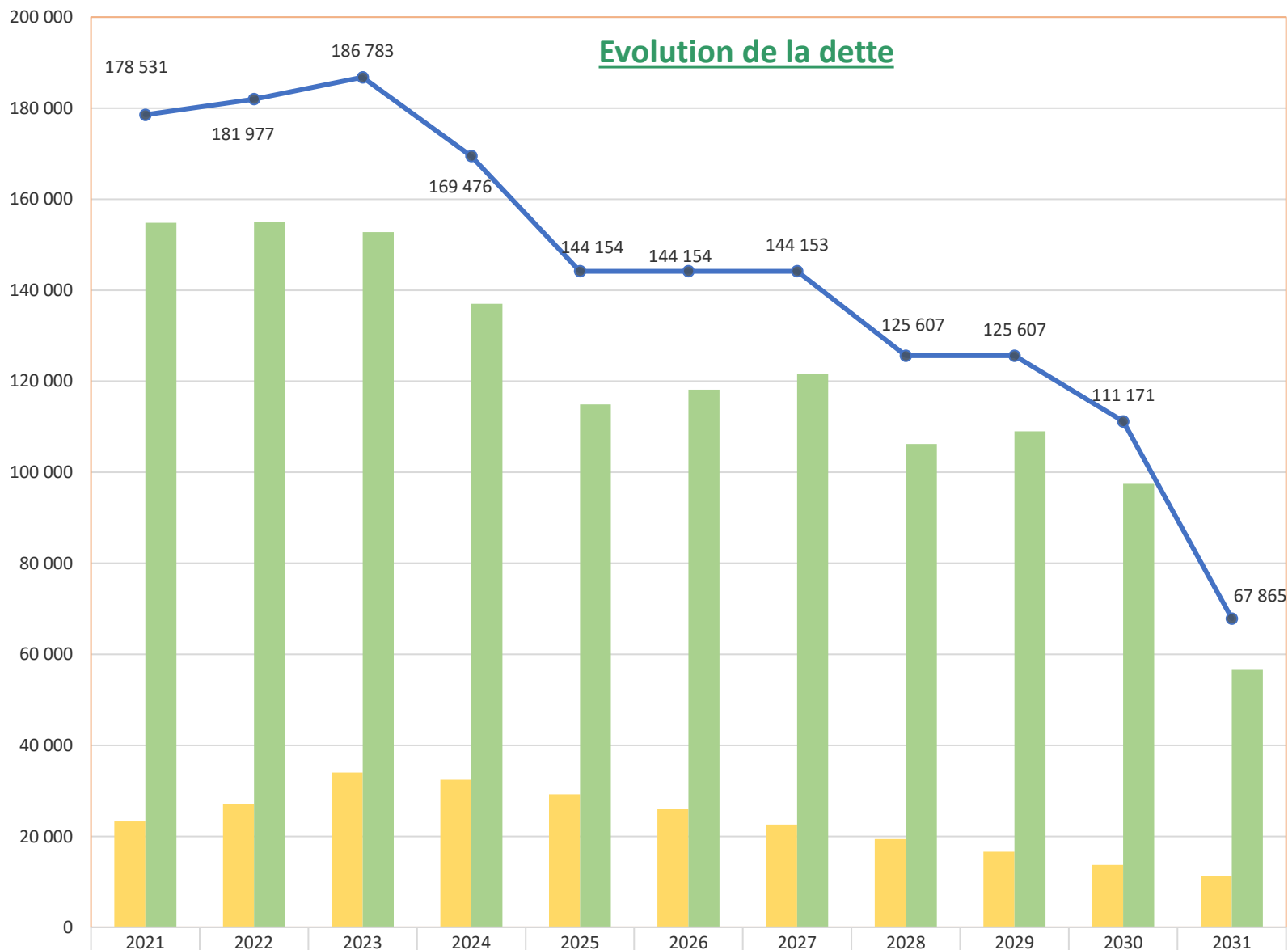
Commentaires : L'augmentation des bases fiscales par l'effet mécanique de l'inflation et l'effort de l'Etat pour maintenir le niveau de dotation ont permis de consolider nos recettes de Fonctionnement.

Notons que la Municipalité n'a pas augmenté les taux d'imposition depuis 2017.

B)- Focus sur l'endettement des collectivités

Situation pluriannuelle des emprunts															
N°	Objet	taux d'intérêt	Capital initial		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
E4	CONSTRUCTION SALLES ANNEXE MAIR	5,15 %	609 796,07	intérêts											
				Amortissement											
				Annuité											
E8	CONSTRUCTION ECOLE & RESTAURANT	4,23 %	650 000,00	intérêts											
				Amortissement											
				Annuité											
E9	CONSTRUCTION ECOLE & RESTAURANT	0,52 %	650 000,00	intérêts	713,81	485,37	256,89	44,53							
				Amortissement	43 333,32	43 333,32	43 333,32	25 277,97							
				Annuité	43 505,19	43 450,19	43 395,21	25 288,66							
E10	CONSTRUCTION MATERNELLE	4,25 %	500 000,00	intérêts	4 529,58	3 924,28	3 292,83	2 634,13	1946,97	1230,14	482,36				
				Amortissement	14 017,46	14 622,76	15 254,21	15 912,91	16600,07	17316,9	18064,35				
				Annuité	18 547,04	18 547,04	18 547,04	18 547,04	18547,04	18547,04	18546,71	0	0	0	
E11	EMPRUNT DEVIATION	1,75 %	1 000 000,00	intérêts	11 386,70	15 036,13	19 938,20	18 615,74	17253,61	15850,59	14405,5	12917,06	11383,96	9804,86	8178,39
				Amortissement	46 808,70	45 593,46	44 082,20	45 404,66	46 766,79	48 169,81	49 614,94	51 103,38	52 636,48	54 215,58	55 842,05
				Annuité	58 195,40	60 629,59	64 020,40	64 020,40	64 020,40	64 020,40	64 020,44	64 020,44	64 020,44	64 020,44	64 020,44
E12	REPRISE PRÊT DEXIA ET REFINANCEMI	1,40 %	780 000,00	intérêts	7 090,31	6 377,46	5 654,58	4 921,53	4178,16	3424,31	2659,88	1884,68	1098,56	301,39	
				Amortissement	50 651,25	51 364,10	52 086,98	52 820,03	53563,4	54317,25	55081,68	55856,88	56643	43005,05	
				Annuité	57 741,56	57 741,56	57 741,56	57 741,56	57741,56	57741,56	57741,56	57741,56	57741,56	57741,56	43306,44
Total général				intérêts	23 720,40	25 823,24	34 035,00	32 446,00	29 250,00	25 990,00	22 617,00	19 424,00	16 624,00	13 734,00	11 255,00
				Amortissement	154 810,73	154 913,64	152 748,00	137 030,00	114 903,00	118 163,00	121 536,00	106 183,00	108 982,00	97 438,00	56 610,00
				Annuité	178 531,13	180 736,88	186 783,00	169 476,00	144 153,00	144 153,00	144 153,00	125 607,00	125 606,00	115 172,00	67 865,00

Evolution de la dette



Le constat est identique à celui des années précédentes. La Commune est faiblement endettée. Mis à part un prêt de refinancement en 2015, la collectivité n'a pas emprunté depuis 2014. Un emprunt concernant la construction d'un pôle primaire et du restaurant scolaire se termine en 2024 (économie annuelle de 25 288 €).

Intérêts	23 273	27 063	34 035	32 446	29 250	25 990	22 617	19 424	16 624	13 734	11 255
Amortissements	154 811	154 914	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183	108 982	97 438	56 610
Annuité	178 531	181 977	186 783	169 476	144 154	144 154	144 153	125 607	125 607	111 171	67 865

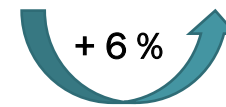


REPERES	Commune	Communes de mêmes strates
Annuité de la dette en € par habitant	35,74 €	± 97 €
Ratio d'endettement au 31/12/2023	1 an et 2 mois	± 2 ans et 6 mois

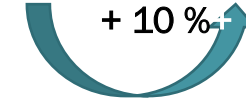
C) - Focus sur la fiscalité

	2021	2022	2023
Taxe foncière Propriétés bâties	1 298 709 €	1 383 111 €	1 530 655 €
Taxe foncière Propriétés non bâties	156 919 €	163 577 €	170 437 €
Produit Fiscal	1 455 628 €	1 546 688 €	1 701 092 €

+ 6 %



+ 10 %



A noter une bonne progression du produit fiscal dans lequel il faut intégrer l'augmentation des bases adossées à l'inflation puisque la Collectivité n'a pas augmenté ses taux d'imposition.

D) - Focus sur les dotations

DGF	2019	2020	2021	2022	2023
DGF Forfaitaire	355 198 €	350 111 €	343 205 €	336 884 €	338 484 €
DSR	309 539 €	318 495 €	326 515 €	340 107 €	369 798 €
DNP	77 277 €	73 453 €	66 108 €	61 131 €	56 710 €
TOTAL	742 014 €	742 059 €	735 828 €	738 122 €	764 992 €

- 1 %

-0,30 %

+ 4 %

Faible augmentation de la DGF mais comparé aux années précédentes on enregistre enfin une progression.



03. C.A.F. 2023



La stabilité des dépenses et recettes de Fonctionnement évoquée a permis de maintenir la CAF à un bon niveau. Reste que la section d'Investissement cette année sera déficitaire et qu'il conviendra d'affecter en priorité l'excédent de Fonctionnement sur le déficit d'Investissement.

	2019	2020	2021	2022	2023
Capacité d'Autofinancement Nette	1 208 815,93	1 120 514,92	1 024 699,35	1 102 049,64	1 143 757,39
Remboursement du capital de la dette	149 914,63	152 603,14	154 810,73	154 913,64	152 748,01
Capacité d'Autofinancement Brute	1 358 730,56	1 273 118,06	1 179 510,08	1 256 963,28	1 296 505,4



04. Le programme pluriannuel d'investissement

	Programmes d'investissements					
Libellé dépenses/recettes	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Recettes récurrentes (taxe d'aménagement)						0
Dépenses récurrentes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000
PAVC	170 000	170 000	170 000	170 000	170 000	850 000
Effacement réseau haute tension	94 000					94 000
Rénovation énergétique bâtiments	250 000					250 000
Chaudière+M.O. Pôle services à la personne	100 000					100 000
Travaux place du marché + R. des Vannes	960 000					960 000
Halle + sanitaires place du marché	425 000					425 000
Bâtiments Islettes	127 000					127 000
Vestiaires du Grand Fay	1 392 000					1 392 000
vidéo protection 2ème tranche	70 000					70 000
M.O. bureaux ateliers communaux	80 000					80 000
construction bureaux ateliers communaux		750 000				750 000
M.O. hangar ateliers communaux		80 000				80 000
Construction hangar ateliers communaux		750 000				750 000
vidéo protection 3ème tranche		40 000				40 000
Conservatoire (toiture)		150 000				150 000
Eff. Réseaux impasse Claire Fontaine		40 000				40 000
Trvx RDV impasse Claire Fontaine			100 000			100 000
M.O. tribunes avec espace convivial				390 000		390 000
TOTAL	3 918 000	2 230 000	520 000	810 000	420 000	7 898 000

Les simulations financières ne tiennent pas compte de potentielles subventions ou ventes de biens, ni de décalages dans les réalisations (en prospective budgétaire, on considère que tout est réalisé en année civile).

Tous les programmes d'investissements sont positionnés sans emprunt.

Hypothèse n° 1		Vue d'ensemble de la simulation					
	Passé	Présent	Avenir				
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 018 110	3 107 500	3 149 387	3 192 361	3 235 930	3 280 102	3 324 887
Recettes réelles de fonctionnement total	4 302 136	4 438 040	4 446 093	4 493 418	4 541 281	4 589 690	4 638 651
Epargne de gestion	1 284 026	1 330 540	1 296 706	1 301 057	1 305 352	1 309 588	1 313 764
Intérêts de la dette	27 063	34 035	32 446	29 250,44	25 990	22 617	19 424
Capacité d'autofinancement brute	1 256 963	1 296 505	1 264 260	1 271 807	1 279 362	1 286 971	1 294 340
Remboursement en capital de la dette	154 914	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183
Capacité d'autofinancement nette	1 102 050	1 143 757	1 127 230	1 156 904	1 161 198	1 165 435	1 188 158
Dépenses réelles d'investissement	2 634 053	2 940 063	3 918 000	2 230 000	520 000	810 000	420 000
Recettes d'investissement	2 860 853	1 155 179	527 278	732 709	410 809	130 301	177 872
Besoin de financement de l'investissement	-226 801	1 784 884	3 390 722	1 497 291	109 191	679 699	242 128
Variables d'équilibre							
Emprunt							
Utilisation du fonds de roulement		1 784 884	3 390 722	1 497 291	109 191	679 699	242 128
Equilibre	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	2 203 418	1 715 039	-411 423	-636 908	533 263	1 140 535	2 192 748

➔ Déficit de 411 423 € en 2024 qui s'aggrave en 2025.

Même hypothèse que la n° 1 avec un emprunt de 1 000 000 €.

Hypothèse n° 1 bis (avec emprunt nouveau)		Vue d'ensemble de la simulation					
	Passé	Présent	Avenir				
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 018 110	3 107 500	3 149 387	3 192 361	3 235 930	3 280 102	3 324 887
Recettes réelles de fonctionnement total	4 302 136	4 438 040	4 446 093	4 493 418	4 541 281	4 589 690	4 638 651
Epargne de gestion	1 284 026	1 330 540	1 296 706	1 301 057	1 305 352	1 309 588	1 313 764
Intérêts de la dette	27 063	34 035	32 446	29 250,44	25 990	22 617	19 424
Capacité d'autofinancement brute	1 256 963	1 296 505	1 264 260	1 271 807	1 279 362	1 286 971	1 294 340
Remboursement en capital de la dette	154 914	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183
Capacité d'autofinancement nette	1 102 050	1 143 757	1 127 230	1 156 904	1 161 198	1 165 435	1 188 158
Dépenses réelles d'investissement	2 634 053	2 940 063	3 918 000	2 230 000	520 000	810 000	420 000
Recettes d'investissement	2 860 853	1 155 179	527 278	732 709	410 809	130 301	177 872
Besoin de financement de l'investissement	-226 801	1 784 884	3 390 722	1 497 291	109 191	679 699	242 128
Variables d'équilibre							
Emprunt			1 000 000				
Utilisation du fonds de roulement		1 784 884	3 390 722	1 497 291	109 191	679 699	242 128
Equilibre	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	2 203 418	1 715 039	588 577	363 092	1 533 263	2 140 535	3 192 748

➡ On redevient excédentaire de 588 577 €. On peut même imaginer réduire le montant à emprunter.

Hypothèse n° 2 : on diffère la construction des hangars des ateliers municipaux en 2026

	Programmes d'investissements					
Libellé dépenses/recettes	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Recettes récurrentes (taxe d'aménagement)						0
Dépenses récurrentes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000
PAVC	170 000	170 000	170 000	170 000	170 000	850 000
Effacement réseau haute tension	94 000					94 000
Rénovation énergétique bâtiments	250 000					250 000
Chaudière+M.O. Pôle services à la personne	100 000					100 000
Travaux place du marché + R. des Vannes	960 000					960 000
Halle + sanitaires place du marché	425 000					425 000
Bâtiments Islettes	127 000					127 000
Vestiaires du Grand Fay	1 392 000					1 392 000
vidéo protection 2ème tranche	70 000					70 000
M.O. bureaux ateliers communaux	80 000					80 000
construction bureaux ateliers communaux		750 000				750 000
M.O. hangar ateliers communaux		80 000				80 000
Construction hangar ateliers communaux			750 000			750 000
vidéo protection 3ème tranche		40 000				40 000
Conservatoire		150 000				150 000
Eff. Réseaux impasse Claire Fontaine		40 000				40 000
Trvx RDV impasse Claire Fontaine			100 000			100 000
M.O. tribunes avec espace convivial				390 000		390 000
TOTAL	3 918 000	1 480 000	1 270 000	810 000	420 000	7 898 000

Hypothèse n° 2 (financement sans emprunt)

Vue d'ensemble de la simulation

	Passé	Présent	Avenir				
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 018 110	3 107 500	3 149 387	3 192 361	3 235 930	3 280 102	3 324 887
Recettes réelles de fonctionnement total	4 302 136	4 438 040	4 446 093	4 493 418	4 541 281	4 589 690	4 638 651
Epargne de gestion	1 284 026	1 330 540	1 296 706	1 301 057	1 305 352	1 309 588	1 313 764
Intérêts de la dette	27 063	34 035	32 446	29250,44	25 990	22 617	19 424
Capacité d'autofinancement brute	1 256 963	1 296 505	1 264 260	1 271 807	1 279 362	1 286 971	1 294 340
Remboursement en capital de la dette	154 914	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183
Capacité d'autofinancement nette	1 102 050	1 143 757	1 127 230	1 156 904	1 161 198	1 165 435	1 188 158
Dépenses réelles d'investissement	2 634 053	2 940 063	3 918 000	1 480 000	1 270 000	810 000	420 000
Recettes d'investissement	2 860 853	1 155 179	527 278	732 709	287 779	253 331	177 872
Besoin de financement de l'investissement	-226 801	1 784 884	3 390 722	747 291	982 221	556 669	242 128
Variables d'équilibre							
Emprunt							
Utilisation du fonds de roulement		1 784 884	3 390 722	747 291	982 221	556 669	242 128
Equilibre	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	2 203 418	1 715 040	-411 423	113 093	410 233	1 140 535	2 192 748

➡ Déficit de 411 423 € en 2024 comme dans l'hypothèse n° 1 mais les années suivantes sont excédentaires.

Même hypothèse que la n° 2 avec un emprunt de 1 000 000 €

Hypothèse n°2 bis (avec emprunt nouveau)		Vue d'ensemble de la simulation					
	Passé	Présent	Avenir				
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 018 110	3 107 500	3 149 387	3 192 361	3 235 930	3 280 102	3 324 887
Recettes réelles de fonctionnement total	4 302 136	4 438 040	4 446 093	4 493 418	4 541 281	4 589 690	4 638 651
Epargne de gestion	1 284 026	1 330 540	1 296 706	1 301 057	1 305 352	1 309 588	1 313 764
Intérêts de la dette	27 063	34 035	32 446	29250,44	25 990	22 617	19 424
Capacité d'autofinancement brute	1 256 963	1 296 505	1 264 260	1 271 807	1 279 362	1 286 971	1 294 340
Remboursement en capital de la dette	154 914	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183
Capacité d'autofinancement nette	1 102 050	1 143 757	1 127 230	1 156 904	1 161 198	1 165 435	1 188 158
Dépenses réelles d'investissement	2 634 053	2 940 063	3 918 000	1 480 000	1 270 000	810 000	420 000
Recettes d'investissement	2 860 853	1 155 179	527 278	732 709	287 779	253 331	177 872
Besoin de financement de l'investissement	-226 801	1 784 884	3 390 722	747 291	982 221	556 669	242 128
Variables d'équilibre							
Emprunt			1 000 000				
Utilisation du fonds de roulement		1 784 884	3 390 722	747 291	982 221	556 669	242 128
Equilibre	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	2 203 418	1 715 040	588 577	1 113 093	1 410 233	2 140 535	3 192 748

Conclusion : l'hypothèse n° 2 bis ne semble pas présenter d'intérêt.

Il est peut-être pertinent de décaler la réalisation des hangars des ateliers municipaux sur l'année 2026.

Quant à l'emprunt celui-ci sera à réaliser ou non en fonction des subventions à ce jour inconnues.